

## Reventin-Vaugris

# Échangeur de l'A7 : « La commission de concertation est une mascarade »

À la suite de la déclaration d'utilité publique du demi-échangeur, une commission de concertation a été créée, mais elle ne convainc pas les représentants reventinois.

Clémence Lena - 23 juin 2023 à 16:38



Edith Ruchon, la maire de Reventin-Vaugris, des élus et des représentants d'associations réclament notamment la levée de toutes les réserves émises par le commissaire-enquêteur. Photo Le DL /C.Le.

Le projet de demi-échangeur sur l'A7 au niveau de la barrière de péage de Reventin-Vaugris a été reconnu d'utilité publique en octobre 2022. L'État avait alors annoncé la création d'une commission de concertation : « Son objectif sera de favoriser la réalisation du projet en concertation avec tous les acteurs et d'y apporter les améliorations préconisées par le commissaire-enquêteur », expliquait alors la préfecture de l'Isère. Huit mois plus tard, cette commission s'est déjà réunie deux fois et des groupes de travail ont été formés. Et c'est loin de convaincre certains des participants.

La municipalité reventinoise, des représentants d'associations locales (le club Léo-Lagrange, Citee, Pétanque reventinoise, le club cyclotourisme) et les habitants du lotissement La Plaine dénoncent en effet une « mascarade ». « Le commissaire-enquêteur avait souhaité qu'une personne neutre se porte garante des échanges. Or, c'est le sous-préfet de Vienne qui

assume ce rôle. Mais il est partie prenante du projet en tant que représentant de l'État », souligne Edith Ruchon, la maire de Reventin-Vaugris.

## « Lever toutes les réserves »

La commune demande que les réserves émises par le commissaire-enquêteur soient levées : « L'une d'elles prévoit de reconstituer le merlon et les espaces sportifs à l'identique. Or, tout ce qu'on nous propose, c'est de refaire le merlon à condition qu'on cède du terrain. Et le nouveau merlon ne dépassera même pas la hauteur d'un camion car la bretelle passera au-dessus ! » Autre récrimination : « Les modes doux vont traverser deux ronds-points. Or, on nous annonce 10 000 voitures et 600 camions par jour. Il y a un vrai problème de sécurité », reprochent les représentants reventinois. « On veut des schémas précis, mais on ne nous les donne pas pour l'instant. »

Mairie, associations et riverains « exigent la communication des plans, la levée de l'ensemble des réserves, mais aussi une étude air et santé de niveau 1, des relevés de pollution et l'animation de la commission par une personne neutre ». Quant aux [recours contentieux](#) déposés par la mairie de Reventin-Vaugris, ils sont toujours en attente de décision du tribunal administratif de Grenoble.

À noter que, de son côté, l'association Citee a intégré la coalition La Déroute des routes, qui réclame « un moratoire sur tous ces projets autoroutiers obsolètes ».